

Les « chargés de mission » d'Estrosi sont-ils payés ?

Elles sont huit. Huit personnalités recrutées par le maire afin de réaliser des missions « pour les Niçois » : incivilités, culture, etc. Mais combien cela coûte-t-il, s'interroge l'opposition PRG ?

La municipalité rémunère-t-elle les huit personnalités de la société civile à qui elle a confié, le 16 février (Nice-Matin du lendemain), des missions pour « servir leur ville » ? C'est la question que pose, dans un courrier adressé au maire de Nice, Dominique Boy-Mottard, son opposante estampillée PRG. Elle embrâse, ainsi, sur les propos d'Éric Ciotti, qui, alors qu'il commentait – et regrettait – la hausse de l'impôt métropolitain sur le foncier bâti de 63 millions d'euros par an, demandait à Christian Estrosi « d'arrêter le recrutement de chargés de mission, dont certains sont rémunérés, contrairement à ce qui a été dit ».



« Nos concitoyens se posent des questions »

Lors de la présentation solennelle en mairie de ces personnalités niçoises, la Ville avait assuré qu'elles ne seraient pas payées pour assurer cette charge, mais que tous les frais, comme les déplacements, seraient, en revanche, pris en charge.

Dominique Boy-Mottard demande au maire de jouer la transparence : « Vous nous avez dit qu'elles n'étaient pas rémunérées. Pouvez-vous nous le confirmer et, en tout état de cause, nous dire précisément de quels moyens chacune d'elles dispose individuellement, avec si possible un chiffrage approximatif de ces prestations ? » Selon la conseillère municipale et métropolitaine, « Nos concitoyens se posent des questions ». D'autant, appuie-t-elle, qu'on peut se

demander pourquoi ces missions, « ne sont pas assurées par les adjoints qui ont été élus sur votre liste, [celle de Christian Estrosi] et qui ont des délégations. »

« Certaines d'entre elles pourront bénéficier de vacation »

Sans délai, le directeur général des services, a éclairé l'opposante : « Ces huit personnes ne seront pas rémunérées, car il ne s'agit pas d'emploi mais d'une mission destinée à rédiger un rapport et à faire des préconisations. » Lauriano Azinheira précise toutefois : « Certaines d'entre elles pourront, si besoin, bénéficier de vacation au taux réglementaire en fonction des frais

engagés dans le cadre de leur mission ou des contraintes générales, celles-ci étant variables d'un mois à l'autre. »

« Bénéficiaire de vacation ? » Un vacataire au sein d'une collectivité territoriale est « une personne à laquelle l'administration fait appel pour exécuter une vacation, c'est-à-dire une tâche précise et très limitée dans le temps. Sa rémunération est fixée sous la forme d'un forfait voté par l'organe délibérant qui s'évalue en fonction de l'acte considéré. » Pas très clair. La mairie joue-t-elle sur les mots ? C'est ce que suggère, à demi-mot, un proche de la majorité municipale. Sous couvert d'anonymat, il affirme : « Ils seront payés mais cela n'apparaîtra

pas comme une vraie rémunération. » Ce que confirme d'ailleurs l'un de ces chargés de mission qui révèle : « Moi, je suis payé, mais au minimum de ce qui est autorisé. »

Le proche de Christian Estrosi renchérit : « C'est pour faire avancer la Ville que le maire fait ça. Mais c'est aussi un coup de force à destination d'Éric Ciotti. Caroline Reverso-Meinietti est un symbole, [c'est la candidate de LREM sur ses terres lors des législatives] relevé par tous. Mais d'autres le sont aussi et ça, personne ne l'a vraiment remarqué. Deux autres ou trois autres de ces chargés de mission étaient très proches de Ciotti il n'y a pas si longtemps... »

Parmi eux, Patrick Delarue, le karatéka qui s'est vu confier une mission sur l'éducation et la citoyenneté, qui en janvier organisait les vœux du député.

Bureaux de passage

Enfin, en ce qui concerne, cette fois, la logistique, Lauriano Azinheira répond à l'élue PRG que quatre bureaux de passage – propriétés de la commune – seront mis à leur disposition et une salle de réunion. Deux collaborateurs administratifs, agents de la municipalité, seront détachés à leur service : une assistante et un responsable de la coordination de ces missions.

STÉPHANIE GASIGLIA
sgasiglia@nicematin.fr

C'est Dominique Boy-Mottard, élue PRG, qui a demandé par courrier à Christian Estrosi de lui fournir les détails financiers de ces recrutements.

(Photo archives Franck Fernandes)